

Plaidoyer pour des aliments sains et équitables

Les invitées

**Dominique-Ella
Christin
et Claire
Richard**
Députées



Après avoir plébiscité en 2017 un contre-projet à l'initiative «Pour la sécurité alimentaire» (78,7% de oui!), le peuple est aujourd'hui invité à se prononcer sur l'initiative dite «Pour des aliments équitables».

Par ces propositions successives, il est clair que la population désire aujourd'hui s'assurer de la qualité des produits alimentaires mis à sa disposition. Et a fortiori des aliments dont la production est claire et transparente, dans le respect de normes et de principes de qualité propres à nos valeurs helvétiques.

On nous objecte parfois que chacun est libre de choisir ses produits et son mode d'alimentation et qu'il ne faut pas créer de nouvelles contraintes. Oui, c'est vrai sur le fond et nous défendons clairement la liberté de choix. Mais celle-ci nous paraît aujourd'hui illusoire.

Les produits que nous importons, c'est-à-dire près de la moitié de nos denrées alimentaires, n'ont pas besoin de garantir la même qualité que ceux produits en Suisse. Ainsi, des légumes cultivés par des personnes sous-payées et sans couverture sociale ou dans des conditions écologiques désastreuses (par exemple à Almería, en Espagne), peuvent aujourd'hui sans problème être importés chez nous. Il en va de même pour les poulets et les œufs provenant de batteries, alors même que l'élevage en batterie est interdit en Suisse.

Notons que les produits étrangers provenant d'élevage en batterie sont rarement étiquetés comme tels, et sont peu

présents sur les étals de nos magasins. Mais ils sont couramment utilisés dans les préparations alimentaires, où leur présence est peu visible...

Ces modes de production industrielle sont bon marché, puisqu'ils reposent sur des principes de piètre qualité, ne respectant ni l'être humain ni les animaux, et encore moins l'environnement. Par contre, les producteurs de notre pays sont soumis à des normes et principes beaucoup plus élevés, avec des coûts de production plus onéreux. Admettons-le: il s'agit d'une sérieuse distorsion de concurrence en défaveur des producteurs suisses. Où est la cohérence?

«La population désire aujourd'hui s'assurer de la qualité des produits alimentaires mis à sa disposition»

Alors oui, le consommateur doit pouvoir choisir ce qu'il met dans son assiette. Il doit pouvoir choisir librement entre pommes frites ou carottes, entre produits carnés ou végétariens, entre produits suisses ou étrangers, entre aliments bios ou non bios. Mais pour pouvoir faire ce choix en «consomm'acteur» responsable, il doit disposer de produits qu'il est possible de comparer en qualité et en mode de production, avec un étiquetage clair.

L'initiative n'imposera pas les normes suisses telles quelles aux produits importés, mais permettra d'encourager l'importation de bons produits et de défavoriser les autres. La logique libérale est respectée, mais avec un cadre positif.

Sans hésiter, nous voterons «oui» à l'initiative pour des aliments équitables!